

JEUDI 8 MARS 1860

GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

BUREAUX

RUE HARLAY-DU-PALAIS
au coin du quai de l'Horloge
à Paris.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

ABONNEMENT

PARIS ET LES DÉPARTEMENTS
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. — Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans
échange postal.

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — *Cour de cassation* (ch. des requêtes). *Bulletin* : Biais de mineurs; vente; inobservation des formalités prescrites en pareil cas; action en nullité; donation à des mineurs; acceptation irrégulière; nullité; — Aven; défaut de motifs. — *Concours de deux donations entre-vifs*; question de préférence. — *Commissions municipales*; demande en paiement; compétence. — *Élections municipales*; refus d'inscription sur la liste des électeurs; domicile non prouvé. — *Cour de cassation* (ch. civ.). *Bulletin* : Incendie; responsabilité; location; — Commune; contribuables agissant dans un intérêt commun; action possessoire; autorisation de plaider. — *Preuve*; mandat; simples présomptions. — *Cour impériale de Paris* (3^e ch.). — *Cas de force majeure* équivalant au cas fortuit; diminution d'air et de jour; diminution de loyer. — *Tribunal civil de la Seine* (4^e ch.). La succession du baron Vaucher de Strubing contre la Com. agnie du chemin de fer de l'Est; demande en 860,000 francs de dommages-intérêts pour contrefaçon.

JUSTICE CRIMINELLE. — *Cour d'assises du Rhône* : Assassinat d'un mari par sa femme. — *Tribunal correctionnel de Paris* (6^e ch.). Coups et blessures volontaires avec préméditation; coup de casse-tête asséné par un garçon de recettes de la Banque de France sur la tête du chef du service des recettes. — *Tribunal correctionnel de Paris* (7^e ch.). Usure habituelle et prêts sur gage par une jeune femme; abus de confiance; location de billets de banque et de bijoux pour faire figure dans le monde; complicité d'un officier en retraite.

TIRAGE DU JURY.
EXÉCUTION DE JUGEMENTS MILITAIRES. — Dégradation d'un officier, chevalier de la Légion d'Honneur.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (ch. des requêtes).

Présidence de M. Nicias-Gaillard.

Bulletin du 7 mars.

BIENS DE MINEURS. — VENTE. — INOBSERVATION DES FORMALITÉS PRESCRITES EN PAREIL CAS. — ACTION EN NULLITÉ. — DONATION À DES MINEURS. — ACCEPTATION IRRÉGULIÈRE. — NULLITÉ.

Une vente de biens de mineurs qui n'a pas été faite avec l'accomplissement des formalités prescrites par les art. 457 et suivants du Code Napoléon, a-t-elle pu n'être pas annulée sous prétexte que cette vente, profitable au mineur en ce sens qu'elle a été la condition d'une donation faite à son profit, et que de plus, la nullité, si elle était prononcée, serait désastreuse pour le mineur?

Cette donation elle-même ne doit-elle pas être annulée par voie de conséquence et alors d'ailleurs qu'elle a été acceptée pour le mineur par son tuteur sans autorisation du conseil de famille et sans l'homologation du Tribunal, contrairement aux articles précités?

Cette même donation pourrait-elle échapper à la nullité en la plaçant sous la protection du dernier § de l'article 935 du Code Napoléon?

La Cour impériale de Poitiers, appréciant séparément la donation et la vente, avait déclaré la donation valable en s'appuyant sur l'article 935, et refusé de prononcer la nullité de la vente, par les motifs ci-dessus.

Cet arrêt a été l'objet d'un double pourvoi, fondé sur la violation des articles 457, 458, 459, 1172 du Code Napoléon, et sur la fautive application de l'article 935 du même Code. L'admission en a été prononcée au rapport de M. le conseiller Hardoin et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général de Peyramont.

ARRÊT. — DÉFAUT DE MOTIFS.

Une Cour impériale qui a débouté une partie de plusieurs de ses chefs de conclusions a-t-elle pu se dispenser de donner des motifs particuliers sur chacun de ces chefs, et se borner à dire : « sur tous les autres chefs, en déboute l'appelant et confirme le jugement? »

On comprend qu'une Cour impériale qui adopte les motifs des premiers juges n'ait pas besoin de donner elle-même des motifs particuliers pour rejeter des chefs de conclusions auxquels les motifs du Tribunal répondent soit directement soit implicitement; mais il est difficile d'admettre que la formule ci-dessus remplisse le vœu de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810. C'est aussi ce que la Cour a pensé en renvoyant devant la chambre civile le pourvoi du sieur Casanova contre un arrêt de la Cour impériale de Bastia du 12 janvier 1859, auquel le demandeur reprochait d'avoir violé l'article précité de la loi de 1810 par le laconisme de sa réponse aux griefs dirigés contre le jugement dont était appel.

M. Debelleye, rapporteur; M. de Peyramont, avocat-général, conclusions conformes; plaident M^{rs} Pougnet.

CONCOURS DE DEUX DONATIONS ENTRE-VIFS. — QUESTION DE PRÉFÉRENCE.

L'hypothèque ne peut pas être invoquée comme cause de préférence entre donateurs. Ainsi, la donation faite avec garantie hypothécaire postérieurement à une précédente donation pure et simple qui absorbe toute l'importance du patrimoine du donateur, ne peut pas être préférée à la première en date.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Nicolas, et sur les conclusions conformes du même avocat-général. Plaidant, M^{rs} Darest. (Rejet du pourvoi du sieur Vigne-Salvi-gnac.)

COMMIS. — SALAIRES. — DEMANDE EN PAIEMENT. — COMPÉTENCE.

Le préposé qu'une maison de commerce de Paris s'est choisi à Avignon pour des opérations de transport intéressant le ministère de la guerre, a pu assigner cette maison devant le Tribunal de commerce de cette dernière ville en paiement des remises qui lui étaient accordées, si des faits et circonstances constatées par les juges de la

cause, il résultait qu'Avignon était non-seulement le lieu où s'exerçaient les fonctions à lui confiées, mais encore celui où les remises qui lui tenaient lieu de salaire devaient lui être payées. La compétence de ce Tribunal se trouvait ainsi justifiée par le dernier paragraphe de l'article 420 du Code de procédure, qui permet de porter la demande devant le Tribunal dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué. (Arrêt conforme du 13 mai 1857, chambre des requêtes.)

Rejet, au rapport de M. le conseiller Poulhier, et sur les conclusions contraires du même avocat-général. Plaidant, M^{rs} de Saint-Malo, du pourvoi des sieurs Tesnières et Faure-Beaulieu, contre un arrêt de la Cour impériale de Nîmes du 31 mai 1859.

ELECTIONS MUNICIPALES. — REFUS D'INSCRIPTION SUR LA LISTE DES ÉLECTEURS. — DOMICILE NON PROUVÉ.

Celui qui n'a, dans la commune où il veut être inscrit comme électeur, aucune maison d'habitation, qui n'a été imposé dans cette commune, ni à la cote personnelle et mobilière, ni porté sur le rôle des prestations en nature, et qui, au contraire, depuis douze ans, après avoir quitté le service militaire, s'est fixé dans une autre commune (Nantes, dans l'espèce), ou il a accompli tous les actes qui constituent un domicile réel, tandis qu'il n'a fait aucun de ces actes dans la commune où il demande à exercer ses droits électoraux, a dû succomber à bon droit dans sa prétention, alors surtout qu'il n'avait pas même allégué avoir établi en temps utile sa résidence dans ladite commune, conformément au décret organique du 2 février 1852.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Brière-Valigny, et sur les conclusions conformes du même avocat-général. (Rejet du pourvoi du sieur de Surineau, contre un jugement du juge de paix du canton des Moutiers-les-Mauxfaits (Vendée), du 10 janvier 1859. — Audience du 5 mars 1860.)

COUR DE CASSATION (chambre civile).

Présidence de M. Bérenger.

Bulletin du 7 mars.

INCENDIE. — RESPONSABILITÉ. — LOCATAIRE.

Le propriétaire, ou la compagnie d'assurance qui lui est subrogée, ne peut se prévaloir de la disposition de l'article 1733 du Code Napoléon pour faire peser, d'après la règle rigoureuse que pose cet article, et sans qu'aucune preuve de négligence ou de fraude soit administrée, la responsabilité de l'incendie sur une personne qui a cessé d'être locataire, et qui n'occupe plus les lieux qui avaient fait l'objet du bail que par un de ses domestiques, et dans l'intérêt du propriétaire aussi bien que dans le sien propre. Il s'agissait, dans l'espèce, de l'ancien locataire d'un moulin, dont le bail était expiré, qui n'habitait plus le moulin et en avait enlevé la plus grande partie des meubles et objets lui appartenant, ne laissant audit moulin qu'un seul domestique chargé de la garde de quelques objets restants, et chargé aussi, par obligation pour le propriétaire et afin d'empêcher la clientèle de se perdre jusqu'à ce que celui-ci eût pu trouver un nouveau locataire, de faire fonctionner le moulin quand besoin serait.

Rejet, après délibération en chambre du conseil, au rapport de M. le conseiller Moreau (de la Meurthe), et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général de Marnas, d'un pourvoi dirigé contre un arrêt rendu, le 26 janvier 1858, par la Cour impériale d'Amiens. (Compagnie du Soleil contre Bonnetterre. Plaidants, M^{rs} Mazeau et Guichenot.)

COMMUNE. — CONTRIBUABLES AGISSANT DANS UN INTÉRÊT COMMUNAL. — ACTION POSSESSOIRE. — AUTORISATION DE PLAIDER.

Les contribuables qui, aux termes de l'article 49, § 3, de la loi du 18 juillet 1837, prétendent exercer, à leurs frais et risques, une action dans l'intérêt de la commune, sont soumis à la nécessité de l'autorisation du conseil de préfecture, encore bien que l'action exercée par eux serait purement possessoire. La disposition exceptionnelle de l'article 55 de la loi de 1837 qui dispense l'action possessoire de la nécessité de l'autorisation préalable, n'est applicable qu'au cas où cette action est exercée par le maire, et non à celui où elle est exercée par des habitants.

Cassation, au rapport de M. le conseiller Quenault, et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général de Marnas, d'un jugement rendu sur appel, le 7 janvier 1859, par le Tribunal civil de Trévoux. (Monin et consorts contre Ducret et autres. — Plaidants : M^{rs} Fournier et Galopin.)

PREUVE. — MANDAT. — SIMPLES PRÉSUMPTIONS.

Le juge n'a pu, sans énoncer l'existence d'aucune preuve écrite ni d'aucun commencement de preuve par écrit, induire purement et simplement des faits et circonstances de la cause la preuve d'un mandat ayant pour objet de recevoir paiement d'une somme supérieure à 150 fr. (Articles 1341, 1347, 1353 et 1985 du Code Napoléon.)

Il importerait peu que, dans l'espèce, l'existence d'une preuve ou d'un commencement de preuve par écrit pût résulter des énonciations contenues aux qualités de l'arrêt. Le juge viole la loi par cela seul qu'il induit le mandat de simples présomptions, sans invoquer aucun écrit, et encore bien qu'il existerait en fait un écrit auquel il eût été facile, et même convenable, d'attribuer le caractère de preuve ou de commencement de preuve.

Cassation, après délibération en chambre du conseil, au rapport de M. le conseiller Renouard, et conformément aux conclusions de M. le premier avocat-général de Marnas, d'un arrêt rendu, le 20 novembre 1858, par la Cour impériale de Rouen. (De Malart et autres contre Martin. — Plaidants, M^{rs} Mimerel et Bosviel.)

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (3^e chambre).

Audience du 24 décembre 1859.

CAS DE FORCE MAJEURE ÉQUIVALENT AU CAS FORTUIT. — DIMINUTION D'AIR ET DE JOUR. — DIMINUTION DE LOYER.

Le cas de force majeure équivalant au cas fortuit spécifié dans l'art. 1722 du Code Nap. En conséquence, le locataire qui éprouve dans une partie des lieux à lui loués une diminution notable d'air et de jour par des constructions élevées par le propriétaire voisin, est fondé à demander une diminution de loyer.

Le sieur Giraux, fabricant de billards, avait loué dans la maison de M^{rs} veuve Fradelizi un appartement avec atelier et magasin au rez-de-chaussée. Ces atelier et magasin avaient été construits sur l'emplacement d'un jardin joignant celui de la maison voisine, de sorte que le sieur Giraux y jouissait de tout le jour nécessaire à l'exploitation de sa fabrication.

Mais le propriétaire de la maison voisine ayant élevé dans son jardin une maison de cinq étages, le sieur Giraux éprouva à la fois une grande diminution d'air et de jour.

Sur la demande par lui formée contre la veuve Fradelizi en diminution de loyer, fondée sur l'art. 1722 du Code Napoléon, le Tribunal civil de la Seine avait rendu le jugement suivant :

« Le Tribunal,

« Attendu que Giraux est locataire dans la maison dont il s'agit depuis le 1^{er} octobre 1833, moyennant un loyer annuel de 2,500 francs, d'un appartement au rez-de-chaussée avec atelier et magasin aussi au rez-de-chaussée, sur l'emplacement d'un ancien jardin ;

« Attendu que ces dernières constructions étaient éclairées sur un jardin contigu, mais qu'en 1838 le propriétaire voisin a fait élever sur son terrain une maison de cinq étages qui a considérablement diminué le jour dont jouissait Giraux pour l'exercice de son industrie de marchand de billards ;

« Attendu que si le bailleur ne peut être responsable du fait d'un propriétaire voisin qui use de son droit en élevant une construction, néanmoins comme il est tenu, en vertu de l'article 1719 du Code Napoléon, de faire jouir paisiblement le preneur, il doit exécuter les travaux qui sont en son pouvoir pour remédier, dans une certaine mesure, aux inconvénients résultant d'un état de choses différent de celui dont les parties pouvaient espérer la continuation; et c'est seulement à défaut de remplir cette obligation qu'il peut être contraint, à titre de dommages-intérêts, à subir une diminution sur le loyer ;

« Attendu que l'offre faite par la veuve Fradelizi, d'enlever les quatre arbres plantés le long desdits ateliers et magasins n'est pas suffisante; mais que, puisqu'il est facile d'augmenter le jour dans l'atelier qui en a le plus besoin, elle doit faire établir des chassiss vitrés, destinés à produire le résultat désiré ;

« Ordonne que, dans les huit jours au plus tard après la signification à domicile du présent jugement, la veuve Fradelizi sera tenue de faire ouvrir sur la partie droite de la toiture de l'atelier occupé par Giraux, trois chassiss vitrés semblables à ceux existant sur la partie gauche; sinon, dit que le loyer sera réduit de 700 francs par an, à partir du 1^{er} avril présent mois. »

Appel principal de ce jugement par Giraux, qui demandait, dans tous les cas, une diminution de loyer; appel incident par la dame Fradelizi, qui prétendait que l'évaluation par le voisin d'un bâtiment au lieu du mur mitoyen, était un fait de force majeure dont elle ne pouvait être en aucun cas responsable.

ARRÊT.

« La Cour,

« En ce qui touche l'appel principal :

« En droit,

« Considérant qu'aux termes des articles 1719 et 1722 du Code Napoléon, le bailleur est tenu d'entretenir la chose louée en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée, sans préjudice de la faculté qui appartient au preneur, en cas de destruction par cas fortuit de partie de la chose louée, de demander une diminution du prix de son loyer ;

« Considérant que la chose louée doit s'entendre tout à la fois des lieux expressément désignés dans le bail et de tous les accessoires corporels ou incorporels qui en dépendent, notamment de l'air et du jour nécessaires à l'habitation et à l'exercice de la profession du preneur ;

« En fait,

« Considérant que la construction élevée par le propriétaire de la maison rue Cadet, 12, contiguë à celle de la veuve Fradelizi, d'un corps de logis à cinq étages, a mis l'atelier et le magasin loués à Giraux dans un état d'obscurité relative, qui, en portant sérieusement préjudice audit Giraux dans la fabrication et dans la vente des produits de son industrie, rend les lieux loués impropres, dans une certaine mesure, à leur destination ;

« Considérant que cette privation de jour et d'air causée par une force majeure équivalente au cas fortuit spécifié dans l'article 1722 précité, constitue une diminution de jouissance de la chose louée équivalente elle-même à la destruction prévue par ledit article, de partie de la chose louée et de nature à justifier une réduction proportionnelle du prix ;

« Considérant que l'ouverture dans la toiture de l'atelier, à droite du côté de la cheminée, d'un chassiss vitré, le seul qui, par suite de la disposition des lieux, puisse être utilement pratiqué, remédiera en partie, quoiqu'insuffisamment encore, aux inconvénients signalés ;

« En ce qui touche l'appel incident :

« Adoptant les motifs des premiers juges ;

« Infirme, en ce que les premiers juges, en ordonnant l'ouverture de trois chassiss vitrés dans le toit de l'atelier, et au cas de l'exécution de cette mesure par eux prescrite, ont écarté les conclusions de Giraux tendantes à la diminution du prix de son loyer; émettant quant à ce, dit que dans les huit jours de la signification du présent arrêt, la veuve Fradelizi fera ouvrir sur la partie droite de la toiture de l'atelier de Giraux, du côté de la cheminée, un chassiss semblable à ceux qui existent dans la partie droite de la toiture; dit, en outre, que le loyer de Giraux sera réduit de 400 fr. par an à partir du jour de la demande, etc. »

(Plaidants, M^{rs} Rivière pour le sieur Giraux, et M^{rs} Busson pour la veuve Fradelizi.)

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (4^e ch.)

Présidence de M. Berthelin.

Audience du 11 février.

LA SUCCESSION DU BARON VAUCHER DE STRUBING CONTRE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE L'EST. — DEMANDE EN 860,000 FR. DE DOMMAGES-INTÉRÊTS POUR CONTREFAÇON.

La succession du baron Vaucher de Strubing a depuis

plusieurs années formé contre plusieurs compagnies de chemins de fer des demandes en dommages-intérêts pour contrefaçon d'une invention destinée, selon M. Vaucher de Strubing, à procurer aux entreprises de chemins de fer des économies considérables. La 4^e chambre du Tribunal était encore saisie d'une demande de cette nature.

Le 9 octobre 1844, M. Vaucher de Strubing a pris un brevet d'invention pour applications nouvelles d'un alliage et d'un procédé particulier ayant pour but l'emploi de cet alliage au moyen de son coulage en fusion pour former directement un doublage sur l'une des surfaces en contact par le frottement dans le mécanisme des locomotives et voitures ou wagons employés par les chemins de fer, et notamment sur la surface des coussinets de toute espèce, tels que coussinets pour fusées d'essieux, coussinets pour bielles, et pour coussinets formant colliers d'excentrique. Le 1^{er} septembre 1846, M. Vaucher de Strubing prenait un brevet d'addition pour perfectionnement dans le mode de doublage en se servant d'un alliage de métal fusible dit *métal blanc* ou *doublage Vaucher*.

M. Vaucher de Strubing est mort après avoir vu son système adopté généralement pour la construction des locomotives et des wagons. Depuis, différentes compagnies ont cru qu'il n'y avait pas là une invention nouvelle, et au lieu de s'adresser à M. de Strubing ou à ses représentants, elles ont cru pouvoir faire confectionner directement ces machines d'après ce système. Les héritiers de M. Vaucher de Strubing et M. Joly, administrateur de sa maison, ont vu dans ce fait une contrefaçon. Ils ont poursuivi notamment la compagnie du chemin de fer du Nord. Un jugement du 21 février 1855, confirmé par arrêt du 2 février 1856, paraissait en effet avoir reconnu la validité de ces brevets, et un nouveau jugement, du 26 février 1859 (voir la *Gazette des Tribunaux* du 5 mars 1859), a accordé une somme de 200,000 fr. de dommages-intérêts aux héritiers de Strubing, qui avaient formé une demande s'élevant à 2,203,000 fr.

Le 7 mai 1859, les héritiers de Strubing ont fait, avec permission du juge, procéder à la constatation de l'état des voitures se trouvant dans la gare du chemin de fer de l'Est, et ils ont trouvé que neuf des voitures destinées au transport avaient des colliers d'excentriques fabriqués d'après le procédé Vaucher de Strubing. Il ont fait faire de pareilles constatations à Metz, à Mulhouse et à Epervan, et à la suite ils ont formé une demande en 860,000 francs de dommages-intérêts. Voici sur quelles bases ils s'appuient pour fixer ce chiffre : toutes les machines roulantes employées par la compagnie et s'élevant à 591, n'ont pu être l'objet d'une constatation spéciale, mais d'après le nombre de celles qui ont été visitées et de celles qui ont été trouvées contrefaites, on peut fixer aux cinq huitièmes, ou à 360, le nombre des machines roulantes contrefaites. Deux procès intentés aux compagnies d'Orléans et de Lyon se sont terminés par des transactions, et dans ces transactions les deux compagnies ont reconnu que les bénéfices que M. de Strubing aurait réalisés s'élevaient à 1,200 fr. par machine; elles ont reconnu, en outre, que l'économie qu'elles avaient faite s'élevait aussi à environ 1,200 fr. par machine, et dans les transactions elles ont payé, en effet, 1,200 fr. par machine, représentation du bénéfice de l'inventeur, et elles ont obtenu remise des 1,200 fr., représentation de leurs propres bénéfices. Or, il est de jurisprudence que les dommages-intérêts en matière de contrefaçon doivent comprendre non-seulement le trafic dont l'inventeur a été privé, mais encore le bénéfice réalisé par le contrefacteur; s'il en est ainsi, la somme de 860,000 fr. n'est que la représentation exacte des bénéfices dont la succession a été privée pour les 360 machines et des bénéfices acquis illégalement par la compagnie, d'autant plus que le nombre des machines contrefaites a été beaucoup plus considérable; en effet, il ne s'agit ici que des machines existantes actuellement; or, depuis 1852, la compagnie a cessé de s'adresser à M. de Strubing pour faire confectionner directement par ses propres ouvriers, et depuis huit années elle a dû en faire confectionner et en user un bien plus grand nombre.

A cette demande, la compagnie de l'Est se bornait à répondre qu'elle n'avait fait qu'user de son droit; que les applications d'alliage et les procédés de mise en œuvre compris dans le brevet Vaucher étaient depuis longtemps dans le domaine public; et que, d'ailleurs, les machines saisies différaient complètement des procédés de M. Vaucher de Strubing.

Le Tribunal, après avoir entendu M^{rs} Blanc pour les demandeurs, et M^{rs} Dufaur pour la compagnie de l'Est, a statué en ces termes :

« Attendu que la nouveauté est le caractère constitutif de l'invention; que Joly, ex-nom, a fait procéder dans les ateliers de la compagnie du chemin de fer de l'Est à la saisie par description de divers coussinets et colliers d'excentrique qu'il prétend être l'application illicite de l'invention pour laquelle Vaucher de Strubing, qu'il représente, s'est fait breveter ;

« Attendu qu'antérieurement au brevet dont s'agit, le mode de doublage employé par la compagnie de l'Est était tombé dans le domaine public ;

« Attendu, en effet, que le 17 juillet 1839 Babin prenait aux Etats-Unis un brevet pour la fabrication des coussinets : que si dans sa pensée il était utile de fonder lesdits coussinets avec des rebords en saillie destinés à contenir le métal doux et en empêcher l'écrasement, il expliquait cependant dans sa description qu'on peut employer le doublage métallique sans ces rebords ou filets; qu'il s'est fait en conséquence breveter pour l'établissement de coussinets préparés ou non avec des filets ou rebords; que dans un acte de désaveu du 4 août 1840, ledit Babin, craignant les effets d'une vulgarisation antérieure, déclare qu'il entend renoncer à la partie de son brevet dans laquelle se trouvent les mots ou non, et ne se porter inventeur que des coussinets préparés au moyen de rebords ou filets et étamés avant le coulage ;

« Attendu que le 15 novembre 1843 Newion, agent de Babin, s'est fait breveter en Angleterre pour la même invention qu'il décrivait en termes plus explicites; qu'il énonçait d'une part, que le métal doux coulé dans les coussinets étamés devait recouvrir les filets ou rebords de manière à éviter tout contact avec l'essieu, et d'autre part qu'au lieu de filets ou rebords on pouvait employer comme moyen d'adhésion et de retenue des rigoles, des crous ou des trous ;

« Attendu que le brevet dont se prévaut Joly, ex-nom, n'a été pris que le 9 octobre 1844; qu'à cette époque ni la juxtaposition du métal doux sur la totalité de la surface de l'un des

Levêque faisait souscrire à Paris; suivant la prévention, il avait fait souscrire 100 pour trois mois sur ces opérations. Suivant la prévention encore, la prévenue avait fait souscrire 100 pour trois mois sur ces opérations. Suivant la prévention encore, la prévenue avait fait souscrire 100 pour trois mois sur ces opérations.

Cette affaire est fort curieuse, et comme disait M. Davy, organe du ministère public, « elle jette une vive lumière sur les mœurs actuelles; en voyant la longue liste de victimes de la prévenue, on se rappelle un personnage d'une comédie de l'Aspasia, si on avait pu croire à un Aspasia doublée d'Harpagon; si on avait pu croire à un caractère de fantaisie, l'affaire soumise aujourd'hui à la justice serait là pour prouver que l'auteur de la pièce en question a été un peintre fidèle. »

La prévenue n'est pas une de ces usurières vulgaires, elle est une femme d'esprit, elle est une femme d'esprit, elle est une femme d'esprit.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

M. le président : Fille Levêque, vous êtes prévenue d'usure, de lèse-majesté, de lèse-majesté, de lèse-majesté.

Le témoin : Je n'ai rien payé encore, mon père a répondu pour moi.

La prévenue : Il n'a pas répondu du tout; au contraire, il s'est refusé en disant qu'il se contentait de vous faire 100 francs par mois.

Interrogé s'il ne sait pas que Saint-Cirque procurait des pratiques à la fille Levêque et touchait des remises, le témoin répond qu'il l'a entendu dire.

Le prévenu : Tous ces messieurs étaient aux genoux de mademoiselle pour avoir de l'argent, ou même des marchandises. Mademoiselle avait été chez moi, m'avait tenu ma maison, naturellement je devais lui porter intérêt; moi, je vous dis les choses avec la franchise d'un vieux militaire.

M. l'avocat impérial : Eh bien ! dites-nous donc avec cette franchise de vieux militaire ce que signifie ce passage d'une de vos lettres :

«..... J'ai besoin de causer de tout cela et de bien des choses avec toi. Le Duc de L..., dont je t'ai parlé, qui a 120 mille francs de rente, donne 25 mille à 6 mois, et laisse en cadeau 10 mille; voilà une affaire sûre, etc., etc.»

Et celui-ci :

« Ma chère enfant, tiens-toi en garde pour ton affaire de diamants, ou, en tout cas, tu verses 9,000 francs; j'ai des raisons sûres pour te dire ça; calcule bien que j'ai été dix ans chef d'une compagnie de renseignements, et que j'ai encore sous les doigts des diamants que j'avais nommés qui ont une confiance énorme en moi et ne me cachent rien, et qui m'ont dit : « Le Mont-de-Piété donne souvent plus que ne valent les diamants, et puis, souvent, les diamants mis au Mont-de-Piété sont achetés à crédit, celui qui les retire perd tout alors. »

Vois-y clair.

« Maintenant, si tu trouvais une bague de 2 à 300 francs en diamants, je t'en ferais donner sûrement 20 francs de loyer par mois.

« Si tu avais un billet de 500 francs, je t'en ferais donner 25 francs de loyer par mois, pour qu'on puisse le faire voir dans les sociétés. »

M. l'avocat impérial : Qu'est-ce que c'est que ces billets qu'on loue pour les faire voir en société?

M. Lachaud : C'est parfaitement vrai; ce sont des billets de Banque, qu'on loue comme un habit, pour faire figure.

Le prévenu : Des messieurs qui veulent se marier, par exemple, et avoir l'air de grands seigneurs; alors on leur loue des billets de Banque, des chaînes, des bagues, des montres; je viens ici la poitrine découverte, avec la layette d'un vieux soldat.

M. le substitut : On loue des montres, c'est ce qui explique ce passage :

« Si tu avais une montre de 200 francs, je t'en ferais donner 25 francs de loyer par mois.

« Fais attention que les hommes que je te dirai, qui auraient ce dépôt-là, sont aussi sûrs que moi pour ne pas en abuser. D'ailleurs, d'après l'écrit que je leur ferais passer, ils auraient contre eux la police correctionnelle et seraient arrêtés de suite s'ils en abusaient. Je répondrais corps pour corps pour eux. »

« Adieu, chère enfant de ma vie, etc., etc. »

Voilà qui est significatif, dit M. le substitut, vous viviez dans une société de jeunes gens, et vous les adressiez à la fille Levêque.

Le prévenu : Pour rendre service; mais j'ignorais les tripotages qui se faisaient.

M. l'avocat impérial : Audientier, faites donc passer au prévenu ces notes; Saint-Cirque, ceci a été trouvé chez la fille Levêque : est-ce votre écriture?

Le prévenu, examinant les notes : Je connais cette écriture, mais je ne saurais dire de qui elle est; ce que j'affirme, c'est qu'elle n'est pas de moi, vous pouvez appeler un expert en écritures, etc.

M. Lachaud lit les notes :

« M. ..., avocat ne plaçant pas, quarante-deux ans, 200,000 et 300,000 fr. à revenir, fils unique d'un percepteur à la campagne. La dame qui le connaît veut 100,000 fr. au moins. »

« De ..., receveur général à ..., place 70,000 fr., quarante-neuf ans; décoré, fortune 300,000 fr., veuf, une fille, — de 25 à 40 ans, 400 à 500,000 fr. »

« De ..., attaché d'ambassade, vingt-six ans, quatre décorations, 150,000 fr. de rente — 1 million, etc., etc. »

M. Lachaud : Ce sont là très probablement des renseignements pour des mariages.

M. le substitut : Ou des prêts à usure.

M. Lachaud : Non, les âges sont notés, la qualité de veuf, les décorations, etc., tout cela indique bien qu'il s'agit de mariages.

Interrogée sur ses rapports avec Saint-Cirque, la prévenue répond qu'elle avait confiance en lui; qu'il est tels renseignements qu'une femme ne peut pas prendre et qu'il prenait pour elle.

M. le président : Enfin, voyons, vous étiez associés.

La prévenue : Non, monsieur.

M. le substitut : Vous avez fait des aveux au commissaire de police, il faut les répéter; vous avez dit que Saint-Cirque avait 5 francs de commission sur les ventes de marchandises, et 1 pour 100 sur les prêts.

La prévenue : C'est arrivé exceptionnellement, pour quelques affaires seulement.

M. l'avocat impérial David soutient la prévention :

Il est triste, dit l'organe du ministère public, de voir des femmes qui autrefois se contentaient d'être courtisanes, associées, aujourd'hui à leur vie de désordre et de honte la spéculation, l'usure, nous avons aujourd'hui les courtisanes économes, ne jetant plus à pleines mains l'argent gagné par le trafic de leurs charmes, mais le faisant valoir, ayant une caisse, un grand-livre, un carnet d'échéances. Quelque chose de plus triste encore, c'est de voir un homme qui a occupé dans l'armée une haute position, associé à l'une de ces femmes, et être arrivé à une telle oblation du sens moral, qu'il ne comprend même pas pourquoi il est sur ces bancs.

M. le substitut donne lecture de différentes pièces établissant la complicité du sieur Saint-Cirque, notamment la lettre ci-après :

« Enfant chéri, j'avais envie d'avertir Villeneuve pour me faire payer ma commission sur le bénéfice de l'affaire Siney, en lui disant que c'était dans ton intérêt, car ça me facilitera l'établissement de ma grande affaire, où tu auras une part dans les bénéfices. » Il s'agit d'une entreprise de négociations matrimoniales et de la fondation d'un journal que Saint-Cirque appelle : les Tables d'or.

« A chacun le sien. Mes réclamations de mon droit à ma commission sur l'affaire Siney sont un devoir pour moi, car c'est tout un avenir pour toi. »

« Je veux gagner ce qu'il te faudra un jour quand tu auras tout perdu. C'est pour venir à toi aide plus tard que j'exige qu'on me rende ce qui me revient. Il me revient 3,000 francs de commission; je veux bien passer cela pour 2,000 francs, c'est un bel intérêt que vous aurez encore, 100 pour 100. »

Quant à cette fille, son système consiste à dire qu'elle a été victime elle-même, que son commerce l'a ruinée au lieu de l'enrichir; le résultat plus ou moins heureux de ses opérations n'en change pas la nature.

M. l'avocat impérial requiert l'application de la loi.

M. Lachaud présente la défense de la fille Levêque.

M. l'avocat impérial, dit le défenseur, traitait ma cliente d'Aspasia doublée d'Harpagon. Si autrefois les Aspasia n'étaient pas usurières, c'est qu'autrefois les grands seigneurs les récompensaient en grands seigneurs; aujourd'hui elles sont ce que nos modernes gentilshommes les ont faites; les femmes légères aujourd'hui ont l'hôpital pour dernière ressource; elles ont donc dû songer à l'avenir, en face de relations avec ces singuliers grands seigneurs qui louent des billets de banque et des bijoux pour aller dans le monde.

M. Carraby présente la défense de Saint-Cirque. Rappelant aussi l'allusion de M. l'avocat impérial à un personnage de comédie, il compare son client à un personnage non moins connu, et il appelle Saint-Cirque le dernier des majors. Le défenseur discute les charges élevées contre son client, et demande son renvoi pur et simple.

Le Tribunal a condamné la fille Levêque à quatre mois de prison et 3,000 fr. d'amende; le sieur Saint-Cirque à trois mois et 1,000 fr. d'amende.

TIRAGE DU JURY.

Voici la liste des jurés désignés par le sort pour les assises de la Seine qui s'ouvriront le vendredi 16 du courant, sous la présidence de M. le conseiller Dubarle :

Jurés titulaires : MM. Adam, rentier, rue de Cér, 50; Garnuchot, négociant, quai Valmy, 57; Camard, propriétaire, à Neuilly; Dejoux, marchand de vins en gros, rue de Cherche-Midi, 13; Helleu, contrôleur à la garantie, rue de Chailot, 14; Faucheur, propriétaire, à Bagnolet; Robert, négociant, rue de Lancry, 17; Thorey, fondeur en caractères, rue Mayet, 23; Marbeau, propriétaire, rue Joubert, 47; Poinville, rentier, rue Saint-Antoine, 129; Blondel, avocat, rue Sainte Anne, 35; Léger, mercier, rue de Buci, 20; Allain, négociant, faubourg Poissonnière, 2; Dolive, rentier, rue de Lancry, 42; Hémon, négociant, rue de Brague, 2; Gardès, propriétaire, à Vaugirard; Sirey, médecin, rue de Ponthieu, 25; Banelot, négociant, rue du Chemin-Vert, 10; Boitte, propriétaire, passage de la Bonne-Graine, 15; Herbert, imprimeur, rue de la Verrière, 60; Brocot, marchand de pendules, rue Charlot, 62; Carron, marchand de cuirs, rue de l'Aiguillerie, 6; Bayeux, maçon, à Belleville; Bernheim, commissionnaire en peaux, rue Française, 12; Pigeaux, commissaire-priseur, boulevard du Temple, 10; Beaumont, mécanicien, rue de l'Ourcine, 110; Jouanne, marchand de nouveautés, faubourg Saint-Antoine, 5; Lenfant, artiste dramatique, rue de Hanovre, 10; Appert, fabricant de produits chimiques, faubourg Saint-Marin, 51; Lapeyre, fabricant de papiers peints, rue de Charenton, 112; Febrard, rentier, à Charonne; Garnier, rentier, faubourg Montmartre, 36; Giraudon, fabricant d'eaux minérales, rue de l'Ourcine, 6; Beigbeder, propriétaire, à Batignolles; Groualle, avocat, rue du Mont-Thabor, 8; Frémard, propriétaire, rue Laflitte, 40.

Jurés suppléants : MM. Monchicourt, négociant en quincaillerie, rue de Rambuteau, 26; Pinard, propriétaire, à Grenelle; Vivienot, propriétaire, boulevard Beaumarchais, 15; Ragon, propriétaire, rue des Lions, 14.

EXÉCUTIONS DE JUGEMENTS MILITAIRES.

DÉGRADATION D'UN OFFICIER, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Ce matin, dès huit heures, des détachements de tous les corps de troupes en garnison à Paris étaient en marche pour se rendre dans la grande cour de l'Ecole Militaire, à l'effet d'entendre la lecture et assister à l'exécution de plusieurs jugements rendus par les deux Conseils de guerre de Paris contre des militaires condamnés à des peines afflictives et infamantes, ou à la peine des travaux publics.

Un peu avant neuf heures, tous les détachements placés sous le commandement du colonel Renault, commandant supérieur de l'Ecole Militaire, étaient rendus à leur poste et formaient un grand carré, occupant sur un triple rang toute l'étendue de la cour. Bientôt un roulement général des tambours s'étant fait entendre sur toutes les lignes, une voiture cellulaire, escortée de quelques gendarmes, s'est avancée jusqu'au centre de cet immense carré; les condamnés, au nombre de quatre, ont mis pied à terre et ont été placés sur une seule ligne.

C'est avec une vive émotion et une douleur profonde que l'on a vu sortir de cette prison ambulante un jeune officier portant l'épaulette de lieutenant et l'uniforme du 61^e de ligne; sur sa poitrine brillait pour la dernière fois la croix de la Légion d'Honneur. Cet homme encore jeune, Edme Roubaud, a été condamné en sa qualité d'officier payeur à la peine de cinq années de réclusion et la dégradation militaire en réparation du crime de détournements de fonds.

Le sieur Roubaud avait été jugé le 10 octobre par le 2^e Conseil de guerre de Paris, qui l'avait condamné par contumace à la peine de vingt années de travaux forcés. Arrêté dans les rues de Paris, le 3 janvier dernier, par un ancien grenadier de sa compagnie, le lieutenant Roubaud comparut devant le même Conseil de guerre pour purger sa contumace.

M. le commandant Pojo de Laflotte soutint, dans un réquisitoire énergique, l'accusation, en réclamant toute la sévérité de la loi.

M. Joffrès invoqua en faveur de l'accusé les souvenirs de la brillante campagne de Crimée dans laquelle son client, parti simple sous-officier, avait conquis l'épaulette de sous-lieutenant sur le champ de bataille de l'Alma; il rappela qu'il s'est distingué à la prise de Malakoff, où, blessé deux fois, il obtint la croix de la Légion d'Honneur; rentré en France, le jeune sous-lieutenant fut élevé au grade supérieur. Les juges accordèrent le bénéfice des circonstances atténuantes, mais ils n'abaissèrent la peine que d'un seul degré. En conséquence, le Conseil prononça la peine de cinq années de réclusion avec dégradation militaire.

C'est pour subir les préliminaires de cette peine que cet officier, revêtu de son uniforme, des insignes de lieutenant et de sa décoration, a été amené devant le front de la troupe. Cette exécution, qui est la première depuis l'établissement du nouveau Code de justice militaire, a été faite selon la formule prescrite par l'article 190, que nous croyons devoir rapporter; cet article est ainsi conçu :

Art. 190. Tout militaire qui doit subir la dégradation militaire est conduit devant la troupe sous les armes. Après la lecture du jugement, le commandant prononce ces mots à haute voix : « N... , vous êtes indigne de porter les armes; de par l'Empereur, nous vous dégradons. »

Aussitôt après, tous les insignes militaires et les décorations dont le condamné est revêtu sont enlevés; et, s'il est officier, son épée est brisée et jetée à terre devant lui.

Cette dégradation entraîne non seulement la privation du grade, mais encore elle frappe le condamné de l'incapacité absolue de servir dans les armées françaises à quelque titre que ce soit : elle entraîne également la déchéance de tout droit à pension et à récompense pour les services antérieurs.

Sur un signal donné, les tambours ont battu un ban. Cela fait, M. l'adjudant d'administration Barbé, greffier de la justice militaire, a, sur l'invitation de M. le commandant supérieur des troupes, donné lecture à haute voix du jugement qui a frappé le lieutenant Roubaud.

Cette lecture, écoutée avec le plus grand silence, étant terminée, M. le colonel Renaud s'est placé en face du condamné, et d'une voix qui a retenti dans tous les rangs, a prononcé ces paroles sacramentelles : « Edme Roubaud, vous êtes indigne de porter les armes; de par l'Empereur, nous vous dégradons. »

M. le commandant s'étant éloigné, l'ordre a été donné à un caporal d'arracher les épaulettes en or de l'officier. Le condamné a gardé le silence. Mais lorsque ce même caporal a dégainé l'épée et a soulevé le genou pour la briser en deux, le lieutenant s'est écrié : « Et cependant cette épée a glorieusement combattu pour la France ! » Il finissait de parler lorsque les deux tronçons sont venus tomber à ses pieds. Puis le caporal, continuant à remplir sa pénible et douloureuse mission, a porté la main sur l'étoile de la Légion d'Honneur; le condamné, d'une voix émue et mouillée de larmes, a dit assez fort pour être entendu à une certaine distance : « On m'arrache cette croix gagnée sur le champ de bataille, et on ne me rend pas le sang qu'elle m'a coûté ! »

L'opération étant terminée, un nouveau ban a été battu, et l'on a fait avancer le nommé André, sergent-major au 7^e de ligne, condamné à cinq ans de travaux forcés pour vol d'une somme de 175 francs appartenant à la solde de sa compagnie. Il a été procédé à son égard à la dégradation militaire dans la forme ordinaire.

Immédiatement deux autres militaires condamnés à la peine des travaux publics, les nommés Napoléon Baudouin, canonnier au 14^e régiment d'artillerie, et Adolphe Bernard, fusilier au 45^e de ligne, revêtus du costume spécial des ateliers de l'Algérie, ont entendu la lecture de leur jugement faite devant la troupe.

L'ordre du défilé ayant été donné, toutes les troupes se sont mises en mouvement, et ont passé, musique en tête, devant la ligne des condamnés. La dégradation de l'officier avec tous ses détails a vivement impressionné, non seulement les personnes qui assistaient à ces exécutions, mais plus encore peut-être les militaires convoqués de par la loi pour en être les témoins nécessaires.

Roubaud et André ont été dirigés sur la prison de la Roquette, et les deux autres condamnés ont été ramenés à la maison de justice militaire.

COMPTOIR D'ESCOMPTE DE PARIS.

BILAN AU 29 FÉVRIER 1860.

Actif.

Caisse.	(Espèces en caisse. 3,032,436 80)	5,609,874 07
	(Espèces à la Banque 2,577,437 27)	
	(Paris. 35,804,023 22)	
Portefeuille (Province. 13,234,837 31)	82,791,468 86	
	(Etranger. 3,752,608 33)	
Immeubles.		439,298 07
Avances sur fonds publics et actions diverses.		6,207,128 44
Correspondances (Province. 8,424,658 39)		
dants de (Etranger. 3,349,200 40)		11,773,858 49
Credits sur connaissements et nantissements.		2,930,108 25
Frais généraux.		127,533 97
Effets en souffrance. Exercice courant.		4,332 21
Actions à émettre.		20,000,000 "
Divers.		2,128,620 08
		102,012,222 44

Passif.

Capital.	(Actions réalisées. 20,000,000 "	40,000,000 "
	(Actions à émettre. 20,000,000 "	
Capital des sous-comptes.		4,072,174 08
Reserve.		4,047,088 99
Comptes-courants d'espèces.		30,430,641 88
Acceptations à payer.		3,745,392 66
Dividendes à payer.		123,743 07
Effets remis (Par divers. 7,589,833 83)		
à l'encaissement (Par faillites du Tribunal de commerce. 87,686 37)		7,677,520 20
Correspondances (Province. 10,157,926 94)		
dants de (Etranger. 433,209 80)		10,591,136 74
Profits et pertes.		379,534 26
Effets en souffrance des exercices clos (Retenus sur les).		4,697 39
Divers.		910,295 50
		102,012,222 44

Risques en cours au 29 février 1860.

Effets à échoir restant en portefeuille.	52,791,468 86
Effets en circulation avec l'endossement du Comptoir.	9,334,687 39
	62,126,156 45

Certifié conforme aux écritures :

Le directeur, PINARD.

M. Thiers vient de livrer à l'impression la dernière feuille du tome XVII^e de l'Histoire du Consulat et de l'Empire. Ce volume sera mis en vente, le 20 mars, à la librairie Paulin-Lheureux et C^e, 60, rue Richelieu.

Bourse de Paris du 7 Mars 1860.

3 0/0	{ Au comptant, D ^e c. 67 85. — Baisse « 05 c.
	{ Fin courant, — 67 85. — Baisse « 10 c.
4 1/2	{ Au comptant, D ^e c. 93 50. — Hausse « 15 c.
	{ Fin courant, — 93 50. — Baisse « 05 c.

AU COMPTANT.

3 0/0	67 85	FONDS DE LA VILLE, ETC.
4 0/0	84 —	Oblig. de la Ville (Emprunt 50 millions. 1130 —
4 1/2 0/0 de 1825.	—	— de 60 millions. 482 50
4 1/2 0/0 de 1832.	95 50	Oblig. de la Seine. 230 —
Actions de la Banque	2310	Caisse hypothécaire. —
Credit foncier de Fr.	745 —	Quatre canaux. 1225 —
Credit mobilier.	730 —	Canal de Bourgogne. 990 —
Comptoir d'escompte.	—	VALEURS DIVERSES.
Piémont, 5 0/0 1856.	80 25	Caisse Mirès. 241 25
— Oblig. 1853, 3 0/0.	—	Comptoir Bonnard. 45 —
Esp. 3 0/0 Dette ext.	43 1/8	Immeubles Rivioli. 101 25
— dito, Dette int.	—	Gaz. C ^e Parisienne. 872 50
— dito, pet. Coup.	43 3/8	Omnibus de Paris. 870 —
— Nouv. 3 0/0 Diff.	33 3/4	C ^e imp. de Voût.

